

# L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)

26 novembre 2025



L'INSPQ est un organisme public relevant du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Créé en 1998, ce centre d'expertise emploie 800 personnes. Ses missions consistent à développer des connaissances et à réaliser des analyses utiles à l'élaboration des politiques de santé, à informer la population et à collaborer avec des organismes de recherche et de formation, tant au Canada qu'à l'international.

Entre juin et octobre 2025, l'INSPQ a publié quatre rapports sur les liens entre alimentation et santé. Deux d'entre eux évaluent 151 projets financés dans le cadre de la politique gouvernementale de prévention en santé, visant à améliorer l'accès à une alimentation saine. En raison du nombre et de la diversité de ces projets, une [étude de faisabilité](#) a d'abord été menée avant [l'évaluation complète](#). Les responsables de projets interrogés estiment que les actions déployées atteignent bien les populations ciblées, notamment les communautés défavorisées ou isolées géographiquement. Toutefois, certains groupes ayant des pratiques alimentaires particulières, liées à leur religion ou à leur origine culturelle, en bénéficient peu, du fait d'une offre parfois peu adaptée à leurs spécificités. Le troisième [rapport](#) analyse les habitudes alimentaires de la population québécoise et montre que les ménages en insécurité alimentaire consomment moins d'aliments sains que les autres. Les adultes de ces catégories ont plus fréquemment tendance à ne pas prendre trois repas quotidiennement, et la consommation de boissons sucrées chez les jeunes est plus élevée. Enfin, le quatrième rapport dresse un bilan des [achats de ces boissons sucrées au Québec](#), et fait état d'une augmentation de leur consommation de 1,8 litre par an et par habitant entre 2015-2016 et 2020-2021.

Durant la même période, l'INSPQ a aussi publié une série de rapports sur les travailleurs étrangers temporaires. L'étude de leur [répartition par secteur économique](#) révèle qu'environ 70 % d'entre eux œuvrent dans l'agriculture et un peu plus de 10 % dans l'agroalimentaire. Une étude décrit ensuite leurs [conditions de travail et d'hébergement](#), puis documente leur état de santé et leur accès aux soins, et identifie les leviers pour une meilleure protection. Complétée par une [revue de littérature](#) de 49 publications, cette étude montre notamment que la santé et la sécurité de ces travailleurs sont compromises par leur statut migratoire, par un manque d'information et des difficultés d'accès aux services de santé.

Julie Blanchot, Centre d'études et de prospective

Source : [Institut national de santé publique du Québec \(INSPQ\)](#)